

### Édito

### Raison garder

Il est de bonnes causes qui méritent de la militance et même de la véhémence ; le respect du corps des femmes, la lutte contre le racisme ou contre l'homophobie en sont. On peut être vigilant et même intransigeant, mais, même pour la défense de la meilleure des causes, il est des moyens qui sont inacceptables. Or, l'époque est à l'excès et on en voit les signes de façon quotidienne ; en voici une liste, hélas non exhaustive. La sociologue Sylviane Agacinski a vu la conférence qu'elle devait donner à l'université de Bordeaux annulée sous la pression de groupes de défense des personnes homosexuelles. François Hollande a dû renoncer à s'exprimer dans un amphithéâtre universitaire de Lille, accusé d'avoir contribué à la précarité étudiante par un étudiant lyonnais qui a tenté de se suicider par le feu à Lyon. Ses livres ont été déchirés. À Rennes, des féministes ont empêché la projection du film *J'accuse* de Roman Polanski parce que de nouvelles accusations de viol ont été proférées contre lui. Dans les trois cas, de petits groupes s'érigent en juges et violent la liberté d'expression en déni de toute justice. Nous sommes pourtant dans une société démocratique et le droit prévaut. François Hollande a été politiquement sanctionné en n'étant pas en capacité de se présenter pour un second mandat. Si Mme Agacinski tombe sous le coup de la loi qui condamne l'homophobie, qu'on porte plainte contre elle. Quant à Roman Polanski, si la prescription le met à l'abri de poursuites, reste la réprobation publique au moins sur l'homme, si ce n'est sur l'œuvre. Faire justice soi-même, même si on est « dans son bon droit » est toujours un déni de droit, toujours une violence. En revanche, rien n'empêche de faire mauvaise presse au film de Polanski et de manifester devant les cinémas, de combattre les arguments de Sylviane Agacinski, de ne pas aller écouter François Hollande et même de le « détester » politiquement. Hélas, les mauvaises manières sont, elles aussi, un trait de ce temps ; que dire quand le philosophe Alain Finkielkraut tente un humour plus que douteux et se retrouve à dire « *Je viole [ma femme] tous les soirs* » ou que le général Georgelin, devant la commission de la culture du Sénat, intime à l'architecte en chef des monuments historiques chargé de la restauration de Notre-Dame de « *ferme[r] sa gueule* ». Qu'y a-t-il donc dans l'air du temps qui nous rend fous ?

CHRISTINE PEDOTTI

## L'Amérique du Sud brûle-t-elle ?

Venezuela, Brésil, Chili, Équateur, Bolivie... Faut-il craindre le pire pour cette Amérique du sud secouée et malmenée ? Christophe Ventura, de l'Institut de relations internationales et stratégiques, nous répond.

### Bolivie, Chili, Équateur, l'Amérique du Sud s'enflamme... Pourquoi ?

Cela vient de loin. Rappelons le contexte : entre 2000 et 2010, il y a eu une grande vague de montée au pouvoir de gouvernements de gauche et de centre gauche. Elle a coïncidé avec un boom économique exceptionnel. Dans toute l'Amérique du Sud, cet essor a permis de lutter contre la précarité et la pauvreté. Tout cela dans une stabilité démocratique inédite, alors que la région nous avait habitués à des coups de force, en particulier en Bolivie, autrefois le champion des coups d'État. Le président élu Evo Morales a été le garant d'une stabilisation. Mais, dans un deuxième acte, à partir de 2010, tous les pays d'Amérique du Sud ont commencé à sombrer économiquement, sous les coups de boutoir de la crise de 2008. Ils sont entrés dans un cycle de ralentissement économique général, en récession, avec pour conséquence le retour de la pauvreté, des inégalités sociales, du chômage et des embrasements sociaux.

### Pourquoi cette crise économique s'est-elle transformée en crise politique ?

Parce que tous ces pays sont fragiles et tributaires des marchés internationaux et des grands capitaux. Ils ne vivent quasiment que de l'exportation de matières premières vers les États-Unis, l'Asie, la Chine et l'Europe. Ils ont une grande dépendance à ces marchés. Quand les prix s'effondrent, il n'y a pas de plan B. La demande de matière première est en baisse, les cours sont volatiles. Cela entraîne la précarisation de la société, et les gouvernements, qu'ils soient de gauche ou de droite, ne parviennent pas à inverser cette tendance. Politiquement, on peut aussi observer qu'il n'y a pas de cycle gauche-droite, mais plutôt du dégagisme, de la défiance. Les peuples sanctionnent les sortants.

### Y a-t-il un risque autoritaire ?

Au Chili, la poussée populaire est d'une puissance telle que le pouvoir a reculé. Les étudiants, les salariés, les retraités, ceux qui occupent des petits emplois informels manifestent contre la cherté de la vie et réclament des concessions sociales. Mais la police et l'armée ne montrent pas de signe de vouloir renverser la vapeur. En Équateur, il y a des convulsions du même type, le président Moreno a dû renoncer aux mesures d'austérité prévues. Au Brésil, au Venezuela, la polarisation contre les pouvoirs politiques peut

ouvrir la voie à une certaine forme de durcissement. C'est un risque, mais on n'y est pas encore.

### En Bolivie, en revanche, il y a eu un coup d'État, pourquoi ?

La Bolivie représente un cas atypique, car le pays s'en sort plutôt bien. Sur le plan économique, le bilan du président Morales contente tout le monde. Il a assuré une bonne redistribution, avec des progrès notoires dans des domaines comme l'éducation. La racine du problème est ailleurs : dans l'hyperpolarisation de la vie politique qui couve depuis sa première élection en 2006. En 2016, il organise un référendum sur le fait qu'il puisse ou non se représenter. Il perd de peu, mais après un recours devant le tribunal constitutionnel, et donc malgré sa défaite, il se représente. Et c'est là qu'il a perdu une partie de ses soutiens. Le numéro deux de l'opposition avait prévenu qu'il ne reconnaîtrait pas les résultats électoraux s'il n'était pas présent au second tour. En quelques heures, le pays a basculé, les militaires sont entrés dans le jeu, ont demandé à Morales de renoncer au pouvoir. On peut parler de coup d'État, car ses fonctions s'arrêtaient normalement le 22 janvier 2020. Il y a eu une rupture de l'ordre constitutionnel. Evo Morales a préféré quitter le pays, considérant que sa vie était en danger.

### Va-t-on vers une dictature militaire en Bolivie ?

La situation est confuse. On a une présidente autoproclamée, Jeanine Áñez, deuxième vice-présidente de la Chambre des sénateurs. Elle est soutenue par les militaires, mais sans l'approbation de la Chambre des députés, plutôt pro-Morales. Elle annonce des élections et même un référendum sur la Constitution. Mais va-t-elle le faire ? 45 % de la population considère qu'on a décapité le pays en le privant de son président. Une dictature militaire bolivienne, ce n'est pas le scénario le plus probable, car il n'est pas si facile pour les militaires de s'emparer du pouvoir. Mais cela reste possible. Si le pays vire à la guerre civile, on sait bien que l'armée ne restera pas les bras croisés. Mais, vraiment, la situation est très floue, les acteurs eux-mêmes n'ont pas les idées claires. La Bolivie se distingue par une situation de crise béante qui n'est pas comparable à celles des autres pays. En Amérique du Sud, c'est effectivement le pays le plus instable.

Propos recueillis par GUILLAUME DE MORANT.